



KPMG SA
Espace Européen de l'Entreprise
9 avenue de l'Europe
CS 50033 Schiltigheim
67013 Strasbourg Cedex
France

Téléphone : +33 (0)3 88 18 23 00
Télécopie : +33 (0)3 90 22 06 61
Site internet : www.kpmg.fr

Association « Ensemble Contre la Peine de Mort »

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

et / and

Statutory Auditor's report on the financial statements

**Statutory Auditor's report on the financial
statements**

(Free translation of a French language original)

Exercice clos le 31 décembre 2023

Year ended December 31, 2023

Association « Ensemble Contre la Peine de Mort »

62 Bis, rue Parmentier - 75011 Paris

Ce rapport contient 22 pages

This report contains 22 pages

Référence : FD-242-090



KPMG SA
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Association Ensemble Contre la Peine de Mort

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association Ensemble Contre la Peine de Mort
62 bis avenue Parmentier - 75011 PARIS
Référence : FD-242-090

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Association Ensemble Contre la Peine de Mort

62 bis avenue Parmentier - 75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Ensemble Contre la Peine de Mort,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ensemble Contre la Peine de Mort relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment sur les fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier de la trésorière et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Schiltigheim, le 14 juin 2024

KPMG S.A.

Florent
Dissert

Signature
numérique de
Florent Dissert
Date : 2024.06.14
08:53:27 +02'00'

Florent DISSERT

Associé



KPMG S.A.
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

Association Ensemble Contre la Peine de Mort

Statutory Auditors' report on the financial statements

For the year ended December 31, 2023
Association Ensemble Contre la Peine de Mort
62 bis avenue Parmentier - 75011 Paris
Référence : FD-242-090

KPMG S.A., a French audit and accounting limited liability company registered with the Paris Association of Chartered Accountants under n°14-30080101 and a member of the Regional Association of statutory auditors of Versailles and Centre.

A French company, member firm of the KPMG global organization of independent member firms affiliated with KPMG International Limited, a Private English company limited by guarantee.



KPMG S.A.
9 avenue de l'Europe
Espace Européen de l'Entreprise
67300 Schiltigheim

*This is a translation into English of the statutory auditor's report on the financial statements of the Company issued in French and it is provided solely for the convenience of English speaking users.
This statutory auditor's report includes information required by European regulation and French law, such as information about the appointment of the statutory auditors or verification of the management report and other documents provided to shareholders.
This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France.*

Association Ensemble Contre la Peine de Mort

62 bis avenue Parmentier - 75011 Paris

Statutory Auditors' report on the financial statements

For the year ended December 31, 2023

To the annual general meeting of Association Ensemble Contre la Peine de Mort,

Opinion

In compliance with the engagement entrusted to us by you, we have audited the accompanying financial statements of Association Ensemble Contre la Peine de Mort for the year ended December 31, 2023.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Association as at December 31, 2023 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

Basis for Opinion

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the *Statutory Auditors's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (code de commerce) and the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors rules applicable to us, for the period from January 1st, 2023 to the date of our report.



Justification of Assessments

In accordance with the requirements of articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code ("Code de commerce") relating to the justification of our assessments, we inform you that the most important assessments made by us according to our professional judgment focused on the appropriateness of the accounting principles used and the presentation of financial statements taken as a whole and in particular on dedicated funds.

These assessments were made in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon. We do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

Specific Verifications

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by French laws and regulations.

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the documents with respect to the financial position and the financial statements provided to members of the General Assembly.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The financial statements were approved by Board of Directors.

Statutory Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.821-55 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:



- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Schiltigheim, 14 June 2024

KPMG S.A.

French original signed by

BILAN ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	10 576,63	8 539,48	2 037,15	2 423,90
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	10 492,00		10 492,00	10 492,00
Prêts				
Autres	12 171,00		12 171,00	12 171,00
Total I	33 239,63	8 539,48	24 700,15	25 086,90
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	735 693,19		735 693,19	1 361 426,46
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	28 262,63		28 262,63	70 594,42
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	674 216,84		674 216,84	1 837 622,60
Charges constatées d'avance	8 566,41		8 566,41	9 347,93
Total II	1 446 739,07		1 446 739,07	3 278 991,41
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				8 279,04
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 479 978,70	8 539,48	1 471 439,22	3 312 357,35

Ensemble contre la peine de mort

BILAN PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise	113 988,36	113 988,36
Fonds propres statutaires	113 988,36	113 988,36
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	281 333,19	264 844,17
Excédent ou déficit de l'exercice	10 742,82	16 489,02
Situation nette (sous total)	406 064,37	395 321,55
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	406 064,37	395 321,55
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	465 263,58	1 913 772,23
Total II	465 263,58	1 913 772,23
PROVISIONS		
Provisions pour risques		8 279,04
Provisions pour charges	30 815,15	24 884,74
Total III	30 815,15	33 163,78
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		38,33
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	152 008,26	168 348,51
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	174 423,91	251 273,77
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	242 863,95	87 768,64
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		462 670,54
Total IV	569 296,12	970 099,79
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 471 439,22	3 312 357,35

Ensemble contre la peine de mort

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	7 900,00	6 360,00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	2 742,14	12 023,44
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 181 958,24	4 856 625,49
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	5 767,60	2 649,00
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		145 100,11
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	8 279,04	7 182,70
Utilisations des fonds dédiés	1 529 600,37	
Autres produits	13,31	13,79
Total I	2 736 260,70	5 029 954,53
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	832 027,06	1 441 611,67
Aides financières	435 784,37	326 055,34
Impôts, taxes et versements assimilés	58 434,30	81 821,01
Salaires et traitements	644 973,43	861 955,04
Charges sociales	257 014,09	368 191,16
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	386,75	386,75
Dotations aux provisions	5 930,41	8 279,04
Reports en fonds dédiés	465 263,58	1 913 772,23
Autres charges	983,24	1 837,00
Total II	2 700 797,23	5 003 909,24
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	35 463,47	26 045,29
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	12 844,10	1 606,64
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change	6 268,33	366,90
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	19 112,43	1 973,54
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change	41 350,08	8 404,15

Ensemble contre la peine de mort

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	41 350,08	8 404,15
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-22 237,65	-6 430,61
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	13 225,82	19 614,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		129,50
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V		129,50
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		3 147,16
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI		3 147,16
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-3 017,66
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 483,00	108,00
Total des produits (I + III + V)	2 755 373,13	5 032 057,57
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 744 630,31	5 015 568,55
EXCEDENT OU DEFICIT	10 742,82	16 489,02
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	11 887,00	12 813,00
Bénévolat		
TOTAL	11 887,00	12 813,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	4 212,00	5 677,00
Prestations en nature	7 675,00	7 136,00
Personnel bénévole		
TOTAL	11 887,00	12 813,00

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

Table des matières

I. Présentation et Faits significatifs de l'exercice.....	3
1) Présentation de l'association	3
2) Faits significatifs de l'exercice	3
II. Principes, règles et méthodes comptables.....	3
3) Provisions.....	3
4) Indemnité de fin de carrière.....	3
5) Méthode de détermination des produits	4
6) Conversion des dettes et créances en devises	4
7) Charges constatées d'avance	4
8) Produits constatés d'avance.....	4
III. Notes relatives aux postes de bilan actif	4
1) Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé.....	4
2) Etat des créances et dépréciations liées.....	5
3) Valeurs mobilières de placement.....	5
IV. Notes relatives aux postes de bilan Passif.....	6
1) Tableau de variation des fonds propres	6
2) Subventions d'investissements	6
3) Provisions réglementées	6
4) Fonds dédiés.....	6
5) Provisions pour risques et charges	7
6) Etat des échéances et des dettes.....	7
7) Emprunts.....	7
V. Détail des opérations de clôture	7
1) Charges à payer et produits à recevoir.....	7
2) Produits et charges imputables à un autre exercice.....	7
VI. Notes relatives au compte de résultat	8
1) Produits d'exploitation	8
a. Cotisations	8
b. Dons, mécénat	8
2) Charges d'exploitation	8
3) Résultat financier	8
4) Résultat exceptionnel.....	8
5) Contributions volontaires en nature	8
VII. Autres informations	9
1) Effectif moyen	9
2) Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.....	9
3) Filiales et participations.....	9
4) Engagements hors bilan	9
5) Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes	9

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

I. PRESENTATION ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1) Présentation de l'association

L'association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM) est une association régie par la loi de 1901. Elle agit pour lutter contre la peine capitale partout dans le monde. L'association s'attache à fédérer et mobiliser les forces abolitionnistes internationales, à encourager l'abolition universelle par l'éducation, l'information et la sensibilisation des opinions publiques, à renforcer les capacités des acteurs abolitionnistes et à agir avec eux, et enfin à agir en faveur des condamnés à mort dans le monde.

ECPM est à but non lucratif et n'est pas soumise aux impôts commerciaux. À ce titre, toutes les écritures sont donc comptabilisées toutes taxes comprises.

Elle clôture un exercice d'une durée de 12 mois courant du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 471 742 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 10 742.82 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2) Faits significatifs de l'exercice

L'année 2023 a vu la finalisation de ses projets internationaux et le démarrage du nouveau projet d'éducation à l'abolition. En juillet 2023, le 4^{ème} Congrès Régional contre la Peine de Mort s'est déroulé du 11 au 12 juillet à Amman.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont élaborés conformément aux dispositions du Code de Commerce ainsi que selon les principes des règlements suivants émis par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) :

- règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08 ;
- règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par les règlements ANC n° 2015-06 et n° 2016-07.

Les procédures d'enregistrement et de classement sont conformes aux exigences des comptabilités informatisées. Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

3) Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entité à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

4) Indemnité de fin de carrière

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Contrat : uniquement CDI
- Taux d'actualisation : 3.20%
- Taux de croissance des salaires : 0,5%
- Age de départ à la retraite : 65-67 ans
- Taux de rotation du personnel : faible
- Table de taux de mortalité : (table INSEE année 2023)
- Taux de charges sociales : 50%

Les engagements au 31/12/2023 s'élèvent à 30 815,15 euros.

5) Méthode de détermination des produits

La totalité du financement prévu dans la convention avec le financeur est inscrite en produits à la signature de la convention.

En fonction de l'état d'avancement du projet, les quotes-parts de produits non consommées à la date de clôture sont comptabilisées en produits constatés d'avance s'ils concernent des financements pour les années à venir ou en fonds dédiés s'ils concernent des financements de l'exercice non totalement consommés.

6) Conversion des dettes et créances en devises

Les transactions effectuées en devises sont enregistrées au cours du jour de l'opération (engagement ou paiement). Les créances et les dettes en devises sont valorisées en cours d'année aux taux moyens mensuels inforeuros.

A la date de clôture, les dettes et créances sont converties au taux de la devise concernée à partir des cours fournis par la Banque de France au 31/12.

Les écarts de change latents sont comptabilisés en écart de conversion actif ou passif.

Les écarts de conversion actif donnent lieu à une provision pour perte de change.

7) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Elles s'élèvent à 8 566,41 euros au 31/12/2023.

8) Produits constatés d'avance

En fonction de l'état d'avancement du projet, les quotes-parts de produits non consommées à la date de clôture sont comptabilisées en produits constatés d'avance s'ils concernent des financements pour les années à venir ou en fonds dédiés s'ils concernent des financements de l'exercice non totalement consommés.

En 2023 il n'y a pas de PCA

III. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN ACTIF

1) Mouvements ayant affecté les divers postes de l'actif immobilisé

L'Association respecte les règles habituelles d'amortissement et n'a pas recours aux amortissements dérogatoires. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais, remises, escomptes de règlements obtenus. Les durées d'amortissement, en mode linéaire, retenues sont les suivantes :

Nature d'immobilisations	Mode	Durée d'amortissement
Agencements, installations	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Matériel informatique	Dégressif	3 ans

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	10 576,63			10 576,63
Immobilisations financières	22 663,00			22 663,00
TOTAL IMMOBILISATIONS	33 239,63	0,00	0,00	33 239,63
Amortissements immos incorporelles				
Amortissements immos corporelles	8 152,73	386,75		8 539,48
TOTAL AMORTISSEMENTS	8 152,73	386,75	0,00	8 539,48
VALEURS NETTES COMPTABLES	25 086,90	-386,75	0,00	24 700,15

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'acquisition et sont composées :

- de 688 parts du Crédit Coopératif pour 10 492,00 euros ;
- d'un dépôt de garantie concernant les locaux pour 12 171,00 euros.

2) Etat des créances et dépréciations liées

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 663,00		22 663,00
Créances clients, usagers et comptes rattachés	735 693,19	255 693,19	480 000,00
Créances douteuses			
Autres créances			
Personnel et comptes rattachés			
Organismes sociaux	3 667,18	3 667,18	
Etat et autres collectivités publiques	11 700,00	11 700,00	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	12 895,45	12 895,45	
Charges constatées d'avance	8 566,41	8 566,41	
TOTAUX	795 185,23	292 522,23	502 663,00

3) Valeurs mobilières de placement

Il n'y a pas de valeurs mobilières de placement au 31/12/2023.

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

IV. NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN PASSIF

1) Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	113 988,36				113 988,36
Fonds propres avec droit de reprise	0,00				0,00
Ecart de réévaluation	0,00				0,00
Réserves	0,00				0,00
Report à nouveau (RAN)	264 844,17	16 489,02			281 333,19
Excédent ou déficit de l'exercice	16 489,02	-16 489,02	10 742,82		10 742,82
Situation nette	395 321,55	0,00	10 742,82	0,00	406 064,37

2) Subventions d'investissements

Il n'y a pas de subventions d'investissement au 31/12/2023.

3) Provisions réglementées

Il n'y a pas de provisions réglementées au 31/12/2023.

4) Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont constitués de la part des produits non consommés sur des projets définis et reportés pour le prochain exercice.

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports (compte 689)	UTILISATIONS		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global (compte 789)	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	1 836 513	465 264	-1 473 181	-363 333	0	465 264	0
Contributions financières d'autres organismes	77 259	0	-56 420	-20 839	0	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	
						0	
TOTAL	1 913 772	465 264	-1 529 600	-384 172	0	465 264	0

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

5) Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risque et charges d'un total de 30 815.15 € figurent au bilan au 31/12/2023.

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques : perte de change	8 279		8 279	0,00
Provisions pour charges	24 884,74	5 930,41		30 815,15
Provisions pensions et obligations similaires				
TOTAL	33 163,78	5 930,41	8 279,04	30 815,15

6) Etat des échéances et des dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établist de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	152 008,26	152 008,26		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	48 115,04	48 115,04		
Organismes sociaux	111 354,55	111 354,55		
Etat et autres collectivités publiques	14 954,32	14 954,32		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	242 863,95	242 863,95		
Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	
TOTAUX	569 296,12	569 296,12	0,00	0,00

7) Emprunts

Il n'y a pas d'emprunts auprès des établissements de crédit au 31/12/2023.

V. DETAIL DES OPERATIONS DE CLOTURE

1) Charges à payer et produits à recevoir

DETAIL DES CHARGES A PAYER

▪ Fournisseurs, factures non parvenues	123 773,1
▪ Provision sur congés payés	48 115,04
▪ Provision sur charges sociales (CP)	26 590,04
▪ Cotisations sociales à payer	87 764.51
▪ Etat, taxes à payer	14 954,32

2) Produits et charges imputables à un autre exercice

▪ Charges constatées d'avance	8 566,41
-------------------------------	----------

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

VI. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1) Produits d'exploitation

Les produits de l'association sont composés de :

Nature des produits d'exploitation	Montants	Taux
Subventions d'exploitation	2 701 558,61	98,7%
Cotisations	7 900,00	0,3%
Dons	5 767,60	0,2%
Ventes de prestations de service et biens	2 742,14	0,1%
Contributions financières	10 000,00	0,4%
Autres produits	13,31	0,0%
Reprise de provisions, dépréciations	8 279,04	0,3%
TOTAL	2 736 260,70	100,0%

a. *Cotisations*

Les cotisations sont comptabilisées en produits lors de leur encaissement effectif.

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'Assemblée Générale de l'association, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Elles s'élèvent à 7 900 euros au 31/12/2023.

b. *Dons, mécénat*

Les dons ne sont pas issus de l'appel à la générosité du public.

2) Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'association sont composées de :

Nature des charges d'exploitation	Montants	Taux
Autres achats et charges externes	832 027,06	30,8%
Aides financières	435 784,37	16,1%
Impôts et taxes assimilés	58 434,30	2,2%
Personnel (salaires & charges)	901 987,52	33,4%
Dotations amts/dépréciations	6 317,16	0,2%
Report en fonds dédiés	465 263,58	17,2%
Autres charges	983,24	0,0%
TOTAL	2 700 797,23	100,0%

3) Résultat financier

Il s'élève à – 22 237,65euros et concerne des écarts de change et les intérêts sur livret.

4) Résultat exceptionnel

Il s'élève à 0 euros.

5) Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 11 887 euros

Elles correspondent à

- du bénévolat de membres de l'association (maquettage)
Il s'agit de nombres de jours de bénévolat.
- la mise à disposition d'un lieu de stockage de matériels pour les manifestations liées aux projets, de mise à disposition d'un véhicule

Association Ensemble Contre la Peine de Mort (ECPM)

Association Loi 1901 – 62 bis avenue Parmentier – 75011 PARIS
SIRET 433 508 314 00062 – NAF 9499Z

VII. AUTRES INFORMATIONS

1) Effectif moyen

	TOTAL	Hommes	Femmes
Cadres	9,55	3,00	6,55
Employés	5,17	0,25	4,92
Apprentis			
TOTAUX	14,72	3,25	11,47

2) Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Les trois plus hauts cadres dirigeants, au sens de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, font partie du conseil d'administration et sont toutes des personnes bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération directe ou indirecte par l'association. La rémunération **des salariés** occupant le poste de direction n'est pas mentionnée car cela reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

3) Filiales et participations

L'association ne détient aucune participation au sein de sociétés.

4) Engagements hors bilan

Il n'existe pas d'engagements hors bilan.

5) Informations relatives aux frais d'audits et de commissariat aux comptes

Le Cabinet KPMG assure la fonction de commissariat aux comptes. A ce titre, le montant des honoraires liés à sa mission légale de certification inscrits en charges s'élève à 5 040 euros TTC (incluant frais de déplacement) pour l'exercice.